

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLICQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 20 juin 2024

DATE DE PUBLICATION : 28 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept juin , à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW — Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY- M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TAVARES – Mme TORRES - M. TOUANE – M. FAURE - Mme PERIERS - M. GUEDJ - Mme DURAND - M. BALABAN -

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à Mme HEUGUES
- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme BAYRAM à M. BARAY
- Mme LAMA à M. BALABAN
- Mme LOISEAU à Mme SOW
- Mme PRIEUX à M. JOLIVET

ABSENTS :

- M. CHRISTODOULOU

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :
Création d'un emploi permanent d'ETAPS et autorisation de recrutement d'un contractuel

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240702-DEL_2024_0622-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/07/2024

OBJET :
**Création d'un emploi permanent d'ETAPS et autorisation de
recrutement d'un contractuel**

Directrice de secteur : Laurence SURIEU

Service : Ressources Humaines

Affaire suivie par : Laurence SURIEU

Mme HEUGUES : aux termes de l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Dans le cadre du développement de ses actions sportives, la Ville de Chalette sur Loing souhaite créer un **emploi permanent d'éducateur territorial des activités physiques et sportives (ETAPS) à temps complet** pour exercer les fonctions d'éducateur sportif à compter du 01/07/2024.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie B de la filière sportive du cadre d'emploi d'éducateur territorial des APS au premier grade d'ETAPS.

Au regard de la spécificité de l'emploi, de l'expertise et des compétences attendues et si le recrutement d'un fonctionnaire s'avère infructueux, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel relevant de la catégorie B, conformément à l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique.

L'agent contractuel sera alors recruté par voie de **contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans** et au maximum pour une durée initiale de 3 ans.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Ce contrat sera renouvelable par reconduction expresse en respectant la procédure de recrutement mentionnée ci-dessus. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération sera calculée par référence à l'échelle indiciaire du premier grade d'ETAPS du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des APS.

Elle sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent contractuel ainsi que son expérience.

Au regard de ces éléments il est donc proposé au Conseil municipal de créer un emploi permanent à temps complet de catégorie B de la filière sportive, du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des APS au premier grade d'ETAPS pour exercer les fonctions d'éducateur sportif à compter du 01/07/2024 et, dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions d'autoriser Monsieur le Maire à recruter éventuellement un contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.2, L.7 et L.332-8 2°,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240702-DEL_2024_0622-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/07/2024

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire

Vu le tableau des effectifs,

Considérant le besoin de la commune,

ENTENDU les explications du rapporteur,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

AUTORISE :

- la création à partir du 1^{er}/07/2024 d'un emploi permanent d'éducateur territorial des APS à temps complet de catégorie B de la filière sportive du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des APS au premier grade d'ETAPS pour exercer les fonctions d'éducateur sportif au service sport-jeunesse.
- la modification, en conséquence, du tableau des effectifs.
- dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions, Monsieur le Maire à recruter un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique et à signer le contrat afférent.

PRECISE :

- que ce contrat sera d'une durée initiale de 3 ans renouvelable expressément, dans la limite de 3 ans.
- que la rémunération sera fixée en référence à l'échelle indiciaire du premier grade d'ETAPS du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des APS.
- que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.
- que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	32	
Votes pour	32	
Votes contre	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240702-DEL_2024_0622-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/07/2024